

Collectif insertion et probation CGT 43-



Clochardisation de la justice et impuissance politique ?

Depuis 3 mois nous expliquons au Ministre qu'aujourd'hui nous ne pouvons pas assurer notre mission de prévention de la récidive dans des conditions décentes.

Un travailleur social pour 100 personnes en moyenne (recommandation européenne un pour 60)

Le Garde des sceaux a dit ne pas comprendre que le SPIP ait été exclu de la revalorisation indemnitaire attribuée aux surveillants , mais qu'il n'était pas ministre à l' époque et qu'il n'en avait pas l'explication.Pourtant aujourd'hui, Ministre, il l'est....

A toutes les revendications statutaires, ressources humaines, il a opposé le fait que tout dépendait du ministère du budget à Bercy et qu'il ne pouvait rien faire de plus,tout en indiquant qu'il constatait la souffrance des personnels du ministère de la justice et plus particulièrement de l'administration pénitentiaire.

Devant l'insistance du ministre à se défaire derrière la raison financière de Bercy, il lui a été rappelé que la profession ne saurait se satisfaire d'un argument à géométrie très variable et que l'argent existe quand le pouvoir politique le décide...

De plus nous affirmons notre soutien à la revendication de retrait de la loi Travail El Komri loi de fragilisation du monde du travail !

Au Puy en Velay le 23/09/2015